

## Économie

### Cotes de crédit

Moody's : Baa3  
S&P : BBB-  
Fitch : BBB

**PIB nominal PPA (2011 e)**  
2 283 G USD

**Population (2011 e)**  
193 millions

**Total des échanges / PIB**  
19 %

**Monnaie**  
Real (BRL)

**Régime de change**  
Flottant

**Importations en provenance du Canada (2011 e)**  
2,6 G CAD

**Principales sources de devises (hors IDE)**  
Matériel de transport

**Principaux partenaires commerciaux**  
Chine, États-Unis

**Principales importations**  
M-É (26 %)  
Produits chimiques (16 %)

### Perspectives

Nouveaux progrès des réformes microéconomiques

Renversement marqué des entrées de capitaux et formation de bulles d'actifs

**Centre d'information économique et politique**  
[EPIC@edc.ca](mailto:EPIC@edc.ca)

**APERÇU DU MARCHÉ :** ■ L'économie a subi une nette décélération l'an dernier. ■ Les autorités monétaires continuent de réduire rigoureusement les taux d'intérêt. ■ Le pays accueillant la Coupe du Monde de la FIFA en 2014 et les Jeux olympiques en 2016, il devrait investir massivement dans de nouvelles infrastructures. ■ Le gouvernement a temporairement réduit d'importantes taxes à l'importation sur 99 biens d'équipement et 6 produits de TI et de télécom.

**Économie réelle :** L'économie brésilienne a ralenti brusquement l'an passé et la hausse du PIB a atteint à peine 2,7 % a/a. Puisque le gouvernement renforce ses mesures de stimulation monétaire et budgétaire cette année, les Services économiques d'EDC prévoient une reprise de l'activité économique et de la consommation intérieure au cours de la période de prévision. De plus, le Brésil profite en ce moment d'un repli historique du taux de chômage, de l'essor continu et robuste du crédit et des initiatives de réduction de la pauvreté. Selon nos prévisions, l'essor du PIB sera de 3,1 % en 2012 et de 4,1 % en 2013.

**Politique monétaire :** L'inflation du pays (5,24 %) a poursuivi son net recul en mars. D'après les Services économiques d'EDC, il est probable que l'inflation se maintienne au-dessus de la valeur médiane de la fourchette cible (4,5 % +/- 2 %) en 2012. Afin de freiner la décélération et de ralentir l'inflation, malgré les résultats dépassant la cible de l'inflation, la banque centrale (BC) a abaissé le taux de référence Selic, le faisant passer de 12,5 % en juillet à 9 % en avril. Ces réductions devraient soutenir la croissance et soulager la pression à la hausse exercée sur le taux de change. La politique du taux de change adoptée par la BC continuera d'être marquée par des interventions massives sur le marché des changes. On ne s'attend à aucun resserrement de la politique monétaire en 2012.

**Secteur extérieur :** Le gouvernement a temporairement réduit à 2 % des taxes à l'importation sur 99 biens d'équipement et 6 produits de TI et de télécommunications, en vue d'augmenter les importations de biens qui ne sont pas produits localement, mais qui sont indispensables à la fabrication de biens au pays. Grâce à des entrées massives de capitaux et à des interventions sur le marché des changes, les réserves en devises avoisinaient les 372 G USD en avril, ce qui favorise un excellent ratio de liquidité, les réserves équivalant à plus de 12 mois d'importations. Les Services économiques d'EDC ne voient aucun problème de financement à l'horizon prévisionnel, les besoins de financement extérieur du Brésil étant largement couverts par l'investissement direct étranger (IDE) net et les entrées de portefeuille. Dans l'ensemble, la position de créancier net du Brésil et ses importantes liquidités extérieures atténuent les risques de chocs extérieurs.

**Situation budgétaire :** Dans le but de stimuler un secteur industriel en difficulté et de consolider son avantage concurrentiel par rapport aux produits étrangers, le gouvernement a décidé d'étendre ses mesures d'encouragement fiscal aux secteurs stratégiques. Résultat, 15 secteurs à forte densité de main-d'œuvre profiteront d'une exonération des impôts sur les salaires et BNDES bénéficiera d'une nouvelle injection de 25 G USD pour financer l'industrie locale. En outre, les exportateurs brésiliens seront admissibles à d'autres allègements fiscaux et seront avantagés par l'imposition de réglementations de l'importation plus strictes. Le gouvernement prévoit des dépenses d'infrastructure et de développement social de 959 G USD entre 2011 et 2016. Côté solvabilité, les paramètres de la dette extérieure sont donc favorables et les besoins de financement, bien qu'élevés, continueront d'être comblés par le marché intérieur.

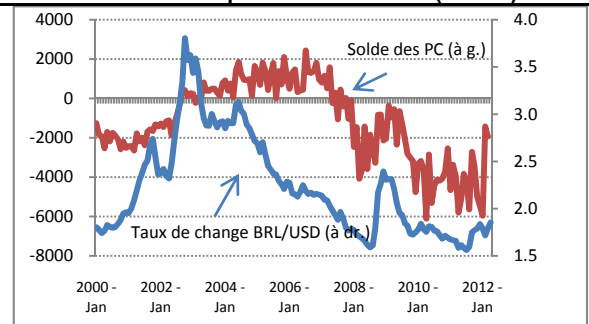
**Perspectives :** Les perspectives économiques sont encourageantes. À court terme, on dénombre certains risques dont l'incertitude quant à l'ampleur du ralentissement mondial et la corrélation négative entre la volonté de stimuler l'économie et de contenir simultanément les comptes budgétaires et l'inflation. Le gouvernement doit aussi empêcher la formation de bulles d'actifs dans l'économie tandis que les agences de régulation bancaires doivent composer avec la hausse de l'endettement des ménages et le coût du service de la dette relatif au revenu. À moyen terme, la consommation publique et privée continuera d'augmenter plus vite que le PIB, ce qui entraînera des pressions sur la capacité de production nationale et sur les prix. D'autres investissements seront nécessaires pour répondre à la demande intérieure croissante. Par ailleurs, des réformes structurelles devront être engagées afin d'assurer une croissance durable et d'assainir les comptes budgétaires. La Coupe du Monde de la FIFA et les Jeux olympiques offrent d'excellentes occasions pour les exportateurs et les investisseurs au Brésil au cours des cinq à sept prochaines années.

### Indicateurs économiques

	2006-2010			
	moy.	2011 (e)	2012(p)	2013(p)
PIB réel (en %)	4,5 %	3,0 %	3,1 %	4,1 %
Inflation (IPC, %)	4,7 %	6,6 %	5,5 %	5,5 %
Balance budgétaire (en % du PIB)	-2,7 %	-2,6 %	-2,4 %	-2,2 %
Exportations de biens (%)	13,1 %	27 %	3 %	6 %
Importations de biens (%)	23,1 %	23,7 %	9 %	12 %
Solde des paiements courants (% du PIB)	-0,8 %	-2,2 %	-3,6 %	-3,6 %
Réserves (mois d'importations)	10,1	11,8	10,2	9,6
Dette extérieure (en % du PIB)	16,9 %	16,3 %	15,3 %	14,4 %
Ratio d'endettement (exigible, %)	26,18 %	25,7 %	28,3 %	26,7 %
Taux de change (BRL/USD, moyenne)	1,9	1,7	1,8	1,8

Sources : EIU, Services économiques d'EDC

### Brésil : solde des paiements courants (M USD) vs real



Sources : Banque centrale du Brésil. HAVER Analytics

## Politique

### Structure politique

République fédérale; actuellement dirigée par une coalition formée de dix partis représentant 70 % du Congrès

### Présidente

Dilma Rousseff (PT)

### Vice-président

Michel Temer (PMDB)

### Organes législatifs

- Fédéral : Chambre des députés (513 sièges), Sénat (81 sièges)
- États : Parlements monocaméraux (26 États et 1 district fédéral)

### Principaux partis (sièges à la Chambre des députés et au Sénat)

- Partido dos Trabalhadores - PT (88/14)
- Partido do Movimento Democrático Brasileiro - PMDB (79/21)
- Partido da Social Democracia Brasileiro - PSDB (53/10)
- Démocrates (DEM) (43/6)
- Total (513/81 sièges). Représentation : plus de 20 partis à la Chambre des députés et 14 au Sénat

### Dernières élections

- Présidentielles et législatives : octobre 2010

### Prochaines élections

- Présidentielles et législatives : octobre 2014

### Enquête sur la liberté de la presse

- Résultat de 2011 : 43 (liberté de presse partielle) (0 : liberté; 100 : sans liberté)  
[FreedomHouse.org](http://FreedomHouse.org) (en anglais seulement)

### Indice de contrôle de la corruption

- Résultat de 2010 : -0,06 (-2,5 : le pire; +2,5 : le meilleur) [Indicateurs mondiaux de la gouvernance](#) (en anglais seulement)

Centre  
d'information  
économique et  
politique  
[EPIC@edc.ca](mailto:EPIC@edc.ca)

**Climat politique:** La vie politique brésilienne, reflet de la diversité socio-économique du pays, est mouvementée. Les relations sont généralement difficiles entre l'exécutif et le législatif, ainsi qu'entre le gouvernement fédéral et les différents États. De plus, la tradition de changement d'allégeance mine le bon fonctionnement des partis politiques et l'efficacité du Congrès. En 2007, la Cour suprême du pays a interdit cette pratique; mais la loyauté au sein des partis n'a pas encore été renforcée pour autant.

Pour progresser politiquement, il faut sans cesse négocier âprement, ce qui ralentit l'adoption de réformes fondamentales, comme les politiques fiscales, jugées largement nécessaires au maintien de la viabilité budgétaire et à l'accélération de la croissance à un rythme assurant le progrès continu du pays. La nécessité d'équilibrer la promotion du commerce et la prise de mesures favorisant les progrès sociaux entraveront la capacité du gouvernement de répondre aux attentes sur tous les fronts.

La présidente Dilma Rousseff a commencé son mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2011, appuyée par une coalition de dix partis qui représente 70 % du Congrès. Comme son mentor, l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva, elle a du mal à maintenir une alliance cohésive, surtout avec le *Partido do Movimento Democrático Brasileiro* (PMDB) centriste. Le PMDB détenant le plus grand nombre des sièges au sein de l'alliance du Congrès (dans les deux chambres) et au sein du Sénat, il jouera des coudes pour obtenir des postes politiques. Cependant, le nombre absolu de sièges du parti demeure faible compte tenu du caractère fragmenté du Congrès. M<sup>me</sup> Rousseff est considérée comme une technocrate compétente.

Le gouvernement Rousseff est caractérisé jusqu'ici par la continuité générale des politiques, prenant des mesures pour maintenir l'inflation à un faible niveau et maîtriser les dépenses publiques.

La corruption est mieux maîtrisée, comme l'indique l'indice de contrôle de la corruption du pays (voir l'encadré), mais elle demeure préoccupante. Le problème est devenu maintenant plus visible en raison de la transparence accrue de l'appareil gouvernemental et de la volonté de poursuivre en justice les coupables. Durant sa présidence, M. Lula est habilement resté à l'abri de plusieurs scandales qui ont touché un grand nombre de ses alliés et le PT. Même si M<sup>me</sup> Rousseff ne jouit pas encore de la même popularité que M. Lula, elle est parvenue à sortir relativement indemne de la démission de plusieurs ministres depuis juin 2011 à la suite d'allégations de corruption.

**Conjoncture de l'investissement :** Le Brésil est la tête d'affiche de la gauche modérée en Amérique latine, et il favorise des politiques bénéfiques au climat d'investissement. Cela dit, M. Lula préconisait la participation du gouvernement à l'économie et au respect des droits contractuels des investisseurs. Plutôt que de rechercher de nouvelles privatisations, il défendait activement les partenariats entre les secteurs public et privé (PPP) afin d'attirer des capitaux privés. M<sup>me</sup> Rousseff maintient cette approche, qui entrave modérément l'investissement. Le gouvernement adopte un modèle pour les investissements pétroliers qui prévoit la participation importante du gouvernement dans l'exploitation des gigantesques nouvelles réserves d'hydrocarbures.

Malgré des progrès sensibles dans la libéralisation du régime de taux de change, des contrôles importants sont maintenus. Une réglementation défaillante et une fonction publique lourde en sont les traits distinctifs. Selon le document *Doing Business 2011* de la Banque mondiale, la création d'entreprise au Brésil nécessite en moyenne 120 jours, soit beaucoup plus que la moyenne régionale de 56,7 jours, ce qui est un exemple de ce qu'on appelle couramment « le coût brésilien des affaires ». L'appareil judiciaire rend des décisions justes, mais est lent et complexe.

**Violence politique :** Au Brésil, la violence est plus d'origine criminelle que politique. La sécurité personnelle laisse à désirer comme en témoigne le taux de criminalité extrêmement élevé dans les grandes villes, où 25 % de la population vivrait dans des *favelas*. Les politiques sociales du gouvernement Lula ont grandement contribué à aplanir les inégalités sociales au Brésil, mais il faudra des efforts concertés pour améliorer les conditions de vie.

Le déséquilibre de la distribution des terres provoque des violences épisodiques dans les zones rurales, notamment en Amazonie. Les invasions de terres sont courantes, touchant surtout le secteur de l'agriculture, bien que les terres ciblées s'élargissent. Les manifestations des paysans sans terre, qui forment le Mouvement des paysans sans terre (MST) mettent le problème en évidence.

### Perspectives politiques

L'intervention de l'État dans l'économie continuera probablement puisque le Brésil préconise une politique d'appui aux « championnes nationales », sociétés qui peuvent réussir tant dans les sphères intérieure comme internationale. Lula a mis le Brésil sur la voie du leadership régional et de l'influence accrue sur la scène internationale. Mais une puissance accrue ira sans doute de pair avec une responsabilité élargie, situation qui nuira à l'aptitude du Brésil de se présenter comme un médiateur idéal, en tant que pays ami, pour les nations de toutes idéologies confondues. Il faudra engager d'importantes dépenses en infrastructure et combler de vastes besoins en sécurité en prévision de la Coupe du Monde de la FIFA de 2014 et des Jeux olympiques de 2016. La présidente Rousseff doit relever ces défis tout en respectant ses principaux engagements sur le front social afin que ces deux éléments n'aient pas de grandes conséquences sur sa popularité.